

Numéro spécial

Sondernummer

## DE LA JUSTICE AUX ARCHIVES

Conservation de données sensibles, recherche historique  
et mesures de coercition à des fins d'assistance avant 1981

## JUSTIZ UND ARCHIV

Aufbewahrung von sensiblen Daten, historische Forschung  
und fürsorgerische Zwangsmassnahmen vor 1981

Éditeurs / Herausgeber

Rédaction RFJ /  
Redaktion FZR

Archives de l'Etat /  
Staatsarchiv

HUGO CASANOVA

HUBERT BUGNON

FRÉDÉRIC OBERSON

LUC VOLLERY

ALEXANDRE DAFFLON

CHARLES-EDOUARD THIÉBAUD

Fribourg / Freiburg 2015

## ENTRE DESTINS INDIVIDUELS ET RECHERCHE HISTORIQUE : COMMENT ABORDER LES DOSSIERS D'ENFANTS PLACÉS ?

Anne-Françoise Praz

Professeure associée en histoire contemporaine au Département de sciences historiques de l'Université de Fribourg. Co-direction du projet Sinergia du Fonds national suisse de la recherche, « *Placing Children in Care : Child Welfare in Switzerland (1940-1990)* ».

### Zusammenfassung

*In den letzten Jahren ist das Thema der Verdingkinder in der Schweiz auf grosses Medieninteresse gestossen und den Vereinigungen der ehemaligen Verdingkinder ist es gelungen, ihren Forderungen auf politischer Ebene Gehör zu verschaffen. Nachdem sie lange vernachlässigt wurde, entwickelt sich nun auch die Geschichtsforschung zu diesem Thema rasch. Dieser Beitrag behandelt zwei Fragen zur Stellung der Historikerinnen und Historiker in dieser Diskussion. Im ersten Teil wird die Funktion der Geschichtsforschung geklärt: Die Handlungsmotive der Akteurinnen und Akteure der Vergangenheit erklären, indem sie in ihren Kontext gestellt werden. Dieser Ansatz legt nahe, das Unrecht der Fremdplatzierungen nicht nur als Verfehlung einiger Verantwortlicher anzusehen, sondern als Konsequenz von bestimmten Verhältnissen der sozialen Beziehungen und geltenden Normen. Der zweite Teil beschäftigt sich mit den dokumentarischen Bedürfnissen der Geschichtsforschung und den entsprechenden Anfragen an die Archivare, die sich von jenen unterscheiden, die betroffene Personen auf der Suche nach ihren Akten einreichen. Historikerinnen und Historiker müssen Aktenreihen erstellen, aber gleichzeitig auch die generellen Abläufe mit Fallstudien klären können. Der Zustand der Quellen zu den Fremdplatzierungen, die zufällige Aufbewahrung der Akten oder ihre Vernichtung verrät auch viel über die staatliche Politik einer Zeit.*

Le destin de l'enfance placée a rencontré un large écho médiatique ces dernières années en Suisse. Grâce à la mobilisation des ex-enfants placés, cette question s'est invitée à l'agenda politique et le processus de reconnaissance a franchi des étapes marquantes : nomination d'un délégué fédéral ; cérémonie nationale d'excuses officielles (Berne, 11 avril 2013) ; organisation d'une table ronde, réunissant les organisations de soutien aux victimes et les différentes instances responsables des placements, afin de poursuivre ce processus de reconnaissance et



d'instituer un fonds d'aide immédiate pour les personnes en situation particulièrement précaire<sup>1</sup> ; enfin, dépôt d'une initiative fédérale pour une procédure de réparation de plus grande ampleur.

Pour les archivistes, ce processus entraîne une conséquence très concrète : les personnes concernées par ces mesures de coercition bénéficient désormais d'un accès garanti à leurs dossiers, afin de recomposer le fil de leur vie, de comprendre les raisons de leur placement, et parfois même de retrouver des membres de leur famille éclatée. Les archivistes ont ainsi mis en place des procédures afin de les accompagner dans la consultation des documents et dans la recherche des traces de leurs histoires individuelles.

Du côté des historien-ne-s, la recherche a tardé à s'intéresser à ce domaine, ainsi que le constatait MARCO LEUENBERGER en conclusion de son mémoire sur les *Verdingkinder* (enfants placés chez des paysans), un travail pionnier soutenu en 1991<sup>2</sup>. La revendication d'une enquête historique au niveau national, défendue par LOUISETTE BUCHARD-MOLTENI, ex-enfant placée très active, et relayée au Conseil national par deux motions en 1999 et 2003, n'aboutit pas<sup>3</sup> ; en 2005, en réponse à une question parlementaire, le Conseil fédéral précise qu'il ne lancera pas de Programme national de recherche par le biais du Fonds national (FNS), mais que celui-ci encouragera des projets individuels<sup>4</sup>. L'intérêt croissant des jeunes historien-ne-s et les concertations entre chercheur-e-s et personnes concernées (réseau

vernetz.ch<sup>5</sup>) suscitent les premiers travaux et établissement l'intérêt de ce champ de recherche. Il s'agit non seulement de répondre aux questions bien légitimes des ex-enfants placés, mais aussi et surtout d'intégrer ces histoires individuelles dans l'histoire nationale et de relire l'histoire sociale de la Suisse sous un autre angle. Depuis le début des années 2000, les financements pour des projets de recherche ont été débloqués auprès du Fonds national, de fondations privées, ainsi que de plusieurs cantons. Des centaines de témoignages d'ex-enfants placés ont été recueillis et analysés<sup>6</sup>. En 2014, un ouvrage collectif trilingue réunissait 28 contributions de toutes les régions linguistiques et dressait un premier bilan des travaux sur le placement d'enfants en Suisse<sup>7</sup>.

A ce jour, diverses recherches sont en cours ou en projet. L'Université de Fribourg est intégrée dans un projet Sinergia du Fonds national qui réunit cinq Hautes écoles. Sous le titre *Placing Children in Care: Child Welfare in Switzerland (1940-1990)*, ce projet interdisciplinaire et comparatif vise principalement à comprendre comment la Suisse est sortie de ce « continent noir » de l'enfance placée dans l'après-guerre. Quels ont été, selon les cantons, les facteurs d'accélération ou de freinage des changements, en matière de savoirs éducatifs, de politiques de placement, et de prise de conscience de l'impact du placement sur les parcours de vie. D'autres questions seront posées à la Commission indépendante d'experts, nommée en novembre 2014 par le Conseil fédéral afin de produire une étude scientifique sur la question des internements administratifs, en lien

<sup>1</sup> Selon un communiqué du Département fédéral de justice et police (10 juillet 2015), 1300 demandes avaient été déposées au délai du 30 juin 2015 ; sur les 737 déjà traitées, 600 ont reçu une réponse positive et 4,6 millions de francs ont déjà été versés, soit un peu moins de 8000 francs en moyenne par personne.

<sup>2</sup> «Dass eine schon rein zahlenmässig so bedeutsame Gruppe, wie sie die Verdingkinder darstellen, von der Geschichtsschreibung bisher weitgehend ignoriert wurde, gibt zu denken. Bis weit ins 20. Jahrhundert wuchsen nämlich allein im Kanton Bern rund 5% aller Kinder in Fremdpflege auf.» LEUENBERGER, MARCO (1991), *Verdingkinder: Geschichte der armenrechtlich Kinderfürsorge im Kanton Bern 1847-1945*, mémoire de licence de l'Université de Fribourg.

<sup>3</sup> HELLER, GENEVIEVE (2014), « Les dossiers individuels des enfants placés : une approche historique complémentaire aux témoignages », in Furrer, Markus et al., *Entre assistance et contrainte*, cf. note 7, p. 362.

<sup>4</sup> Réponse du Conseil fédéral à la question 05.1010 déposée le 15.03.2005 par Filippo Leutenegger « Enfants placés dans des familles d'accueil. Protection des données » ([http://www.parlament.ch/f/suche/pages/geschaefte.aspx?gesch\\_id=20051010](http://www.parlament.ch/f/suche/pages/geschaefte.aspx?gesch_id=20051010)). Cité par HELLER, ibid., p. 363.

<sup>5</sup> Ce réseau est à l'origine de l'exposition itinérante *Enfances volées – Verdingkinder reden*, présentée dans plusieurs villes suisses entre 2009 et 2013 et qui a beaucoup contribué à révéler cette thématique au grand public.

<sup>6</sup> Signalons le projet de recherche FNS en histoire orale des professeurs ULI MÄDER et HEIKO HAUMANN de l'Université de Bâle, qui a recueilli plus de 300 témoignages en Suisse alémanique. Du côté romand, le Grand Conseil vaudois a financé une étude exploratoire réunissant une vingtaine de témoignages. Parmi les ouvrages issus de ces recherches : LEUENBERGER MARCO, LORETTA SEGLIAS (2009), *Enfants placés, enfances perdues*, Lausanne : Editions d'en bas. HELLER, GENEVIÈVE, PIERRE AVVANZINO et CÉCILE LACHARME (2005), *Enfance sacrifiée : Témoignages d'enfants placés entre 1930 et 1970*, Lausanne : Réalités sociales.

<sup>7</sup> FURRER, MARKUS, THOMAS HUONKER, SABINE JENZER, KEVIN HEINIGER et ANNE-FRANÇOISE PRAZ (2014), *Fürsorge und Zwang: Fremdplatzierung von Kindern und Jugendlichen in der Schweiz 1850–1980 / Entre assistance et contrainte : le placement des enfants et des jeunes en Suisse 1850–1980*, Muttentz : Schwabe, collection Itinera de la Société suisse d'histoire, N° 36.



avec les autres mesures de coercition à des fins d'assistance<sup>8</sup>. Enfin, le Fonds national envisage de lancer à l'automne 2015 un premier Programme national de recherche, centré sur l'enfance placée et sur d'autres mesures de coercition encore peu étudiées, comme l'adoption forcée par exemple.

L'importance désormais prise par la recherche historique dans ce domaine incite à réfléchir à la position des historien-ne-s, et la présente contribution traitera cette question en deux temps. On tentera d'abord de définir la fonction spécifique de l'histoire, différente de celle du monde politique ou médiatique, dans un débat qui intéresse désormais largement l'opinion publique. On s'interrogera ensuite sur les besoins documentaires de la recherche historique et sur les demandes ainsi adressées aux archivistes, différentes de celles des personnes concernées à la recherche de leurs dossiers.

## I. FONCTION DE L'HISTOIRE DANS LE DÉBAT PUBLIC SUR L'ENFANCE PLACÉE

Les parcours de vie souvent dramatiques des enfants placés suscitent la consternation, l'incompréhension, voire même la révolte. Autant de réactions bien légitimes face à ces destins individuels fracassés, à quoi s'ajoutent la longue inertie des responsables et la tardive reconnaissance des souffrances vécues. Dans un sujet si chargé d'émotion, les historien-ne-s sont parfois sollicités pour faire le procès des divers acteurs ou désigner les coupables ; ils sont alors contraints de préciser leur rôle et de clarifier la fonction de la recherche historique.

Tous les étudiant-e-s en histoire connaissent le célèbre texte de MARC BLOCH « Juger ou comprendre », rédigé sous l'Occupation, qui met en garde ses collègues contre la manie du jugement : « à force de juger, écrit-il, on finit presque fatalement par perdre le goût d'expliquer »<sup>9</sup>. En effet, si le juge enquête pour prononcer une sentence, si le journaliste conduit des investigations pour établir des faits, chercher les responsables et parfois les dénoncer, l'historien

s'efforce surtout d'expliquer les causes et les raisons d'agir des acteurs et actrices du passé. Cet objectif, il le poursuit « en mobilisant les outils que l'ensemble des sciences sociales ont forgés pour expliquer le monde social et en cherchant des réponses à des questions qui ont été élaborées collectivement par les spécialistes du domaine concerné »<sup>10</sup>. Ainsi, confrontés à un problème d'ordre politique (la responsabilité de tel ou tel acteur historique), les historien-ne-s ne peuvent l'aborder de la même manière que les politicien-ne-s ou les journalistes, au risque que les normes du monde politique ou médiatique ne s'imposent, et ceci au détriment des critères scientifiques.

### A. Contextualiser n'est pas excuser

Plusieurs pièges guettent la recherche historique dans cette thématique de l'enfance placée. Il s'agit tout d'abord, pour reprendre les termes sentencieux de LUCIEN FEBVRE, d'éviter « le péché des péchés – le péché entre tous irrémissible : l'anachronisme », soit la tentation d'analyser les actions des hommes et femmes du passé avec nos valeurs et visions actuelles<sup>11</sup>. Un second piège, étroitement lié au précédent, réside dans l'histoire téléologique, soit la tendance à considérer ces actions du passé à la lumière des développements historiques ultérieurs, évidemment inconnus des contemporains. Dans la préface de son ouvrage consacré à la Fédération suisse des communautés israélites de Suisse durant la persécution nazie, STEFAN MÄCHLER évoque cette tendance « instinctive » à interpréter toutes les actions et omissions de ce groupe en fonction du génocide, ignorant ainsi les motivations réelles des acteurs étudiés<sup>12</sup>. Enfin, s'agissant de sujets hautement émotionnels comme la persécution des Juifs ou l'enfance placée, le moralisme rétrospectif n'est jamais très loin ; séparant l'histoire en deux camps, celui des victimes innocentes et des responsables dénués d'humanité, il occulte toute l'ambivalence et les contradictions des actions humaines.

<sup>8</sup> Cette commission a établi son programme de recherche en juin 2015 et les travaux débutent à l'automne de cette même année. Cf. le site <http://uek-administrative-versorgungen.ch/fr/>.

<sup>9</sup> BLOCH, MARC (1997, 1<sup>re</sup> éd. 1949), *Apologie pour l'histoire, ou Métier d'historien*, Paris, Armand Colin, 1997, p. 81-82.

<sup>10</sup> NOIRIEL, GERARD (2003), *Penser avec, penser contre. Itinéraire d'un historien*, Paris : Belin, p. 74.

<sup>11</sup> FEBVRE, LUCIEN (1968, 1<sup>re</sup> éd. 1942), *Le problème de l'incroyance au 16<sup>e</sup> siècle. La religion de Rabelais*, Paris : Albin Michel, p. 15.

<sup>12</sup> MÄCHLER, STEFAN (2007), *Le grand déchirement. La Fédération suisse des communautés israélites et la persécution nazie (1933-1945)*, Lausanne : Editions d'en bas, p. 24.



C'est ainsi qu'une première tâche de la recherche consiste à contextualiser ces mesures de placement en se documentant sur l'époque concernée. Quelles étaient les opportunités et les contraintes des différents acteurs-trices (autorités, familles, experts, responsables d'institutions), dans un contexte donné ? Quels étaient leurs informations, leurs savoirs, leurs critères d'évaluation de la situation, les ressources dont ils disposaient pour questionner les normes dominantes, les routines auxquelles ils étaient soumis ? Dans quelle mesure ont-ils utilisé l'espace d'autonomie dont ils disposaient pour modifier les pratiques ?

Pour les historiens – contrairement aux juges – les « mensonges » sont tout aussi intéressants que les « vérités ». Mais là encore, le rapport de l'historien à la vérité n'est pas celui du juge. L'un des concepts les plus stimulants que MICHEL FOUCAULT a apporté à la recherche historique est sans doute celui de « régime de vérité ». Chaque société, chaque époque, souligne-t-il, construit « sa » vérité sur des questions que tout groupe social est appelé à gérer : quelles sont les qualités d'un « bon » gouvernement, quelle est la « bonne » manière de punir un criminel, quels sont les « bons » et les « mauvais » pauvres, quelle est la « bonne » sexualité, quel savoir est « vrai » ou « faux », etc. Face à cette profusion de discours de vérité, la tâche de l'historien, selon FOUCAULT, consiste à établir la généalogie de cette « vérité » ; comment certains groupes parviennent-ils à imposer tel discours de vérité, parmi tous les discours qui circulent à un moment donné ; et surtout, quelles sont les conséquences sociales et politiques, découlant du fait que telle « vérité » est établie<sup>13</sup>. Quels systèmes de représentations s'édifient ainsi et quel est l'impact de ces représentations sur les pratiques sociales ? Ce questionnement n'est pas de l'ordre des valeurs ou du jugement de l'action. Mais il permet de mettre en lien les actions des individus avec les normes et les savoirs de leur propre période. « Rechercher ce que la morale du temps ou du groupe pensait d'un pareil acte », écrivait déjà MARC BLOCH dans le texte cité plus haut.

<sup>13</sup> « Ces vérités sont liées circulairement à des systèmes de pouvoir qui les produisent et les soutiennent, et à des effets de pouvoir qu'elles induisent et qui les reconduisent. » Pour approfondir cette question, consulter l'anthologie *Diis et Ecrits* (notamment vol. III, p. 158-160 pour la citation ci-dessus, et vol. IV, p. 30). Ainsi que l'ouvrage éclairant de PAUL VEYNE (2008), *Michel Foucault. Sa pensée, sa personne*, Paris : Albin Michel, pp. 135-144.

Cette démarche n'est pas toujours très bien comprise. De la part du grand public, de la presse ou de certains représentants des victimes, les historien-ne-s entendent parfois ce reproche : à force de contextualiser, de vouloir se mettre à la place des acteurs du passé, de vouloir les comprendre avec un effort de détachement par rapport à nos convictions présentes, ne risque-t-on pas au final d'excuser les responsables des souffrances vécues par les enfants placés ? A cette question délicate et légitime, il n'existe pas de réponse toute faite. Proposons ici quelques remarques, qui prolongent les réflexions générales énoncées plus haut.

## B. Illégalité, discrimination et tolérance sociale

Sans prétendre juger, la recherche historique peut et doit montrer que les contraintes exercées sur les enfants placés étaient parfois illégales, violant les normes juridiques existantes. Dans certains cas en effet, les responsables ont enfreint leurs propres règles institutionnelles, clairement énoncées dans des textes officiels. Les abus sexuels sur enfants constituent sans doute les cas les plus dramatiques d'illégalité, pour lesquelles des peines sévères étaient d'ailleurs prévues dans les Codes pénaux de l'époque. Sans atteindre une telle violence, d'autres pratiques constituaient des violations évidentes de la législation en vigueur ; on citera l'exemple de l'obligation de scolariser les enfants jusqu'à 15 ou 16 ans, non respectée dans plusieurs cas de placement en famille ou en institution, où ces enfants étaient exploités comme force de travail. La recherche doit non seulement établir ces faits et évaluer leur fréquence, mais surtout expliquer les mécanismes qui ont permis que de telles violations se produisent, qu'elles restent souvent dissimulées, ou alors impunies lorsqu'elles étaient implicitement connues.

Dans un deuxième temps, la recherche historique permet de montrer que le traitement de ces enfants était non seulement entaché d'illégalité, mais qu'il était surtout discriminatoire. La discrimination n'est pas une catégorie juridique (ou plutôt ne l'était pas encore) ; elle relève des normes sociales d'une époque qui définissent à quels biens ou services les enfants ont normalement droit, et quel est le comportement attendu des adultes à leur égard. Or, les travaux historiques existants montrent clairement que ces enfants placés étaient constitués comme une catégorie à part, et qu'ils n'étaient pas traités comme leurs camarades dans des domaines régis par des règles



implicites (rudes ou mépris dans la manière de leur parler, punitions plus dures, nourriture plus chiche, manque d'affection, etc.).

Cette réflexion sur la discrimination nous paraît importante pour éviter d'utiliser à l'envi l'argument des « mentalités ». Certes, les « mentalités ont changé », comme l'ont dit couramment. Les recherches en histoire de l'enfance ont rendu plausible le fait que les adultes d'autrefois trouvaient normal ce qui est devenu pour nous impensable ou déviant, par exemple en matière de travail des enfants. Mais si l'histoire sociale s'intéresse aux fluctuations des pratiques envers l'enfance au cours du temps, elle est aussi très attentive aux fluctuations au sein d'une même période. Car « l'enfance » n'est jamais une catégorie homogène, elle est traversée par des différences de classe, de sexe, d'origine, etc. Et lorsque ces clivages sociaux contribuent à mettre à part une catégorie d'enfants qui n'ont pas droit au même traitement que les autres, il s'agit bel et bien d'une discrimination sociale.

La recherche ne s'arrête pas à établir l'existence de cette discrimination, mais à comprendre sa genèse et sa fonctionnalité. Pourquoi cette discrimination n'était-elle pas dénoncée ? En réalité, dès la mise en place des premiers placements et des premières maisons d'éducation au XIX<sup>e</sup> siècle, des critiques s'expriment. L'histoire des placements d'enfants est celle d'une succession de scandales, de dénonciations, d'indignation de la part de diverses personnalités, aussitôt exprimées, aussitôt retombées. Quelques mesures ponctuelles, quelques changements de personnes, et l'affaire est réglée. La recherche doit donc aussi documenter ces dénonciations contemporaines, pour ne pas construire l'histoire téléologique d'un passé totalement noir, dont nous serions sortis grâce à notre vision moderne de l'enfant.

Toutefois, il reste encore à expliquer pourquoi ces voix d'autrefois ont crié dans le désert, et à repérer à quelles conditions elles ont rencontré une résonance. Ce type de questionnement incite à considérer les préjudices engendrés par le placement non seulement comme la dérive de quelques responsables, mais comme la conséquence d'un certain état des rapports sociaux et des normes dominantes. Par exemple, la présence importante d'enfants « illégitimes » parmi cette population placée résulte d'une conjonction de représentations et de pratiques sociales à l'égard de la sexualité hors mariage : condamnation morale d'une « mauvaise » sexualité ; stigmatisation des mères célibataires comme des femmes « légères »

ou « vicieuses » ; stigmatisation des enfants « illégitimes » censés reproduire inévitablement les « vices » de leurs parents ; déresponsabilisation des pères de ces enfants, consacrée par le droit (le Code civil de 1907 entérine l'asymétrie des devoirs entre mères et pères d'enfants « naturels ») ; pratiques sociales d'exclusion encouragées par les familles, les autorités religieuses et les communautés locales, (les mères célibataires étaient encouragées, voire forcées, à placer leur enfant pour faire « disparaître le fruit du péché », dans certains cantons catholiques).

### C. Les dossiers d'enfants placés, entre trace et légitimation du placement

Une dernière remarque relative à cette fonction de l'histoire se rattache à la question des dossiers d'enfants placés, constitués par diverses instances, et actuellement consultables dans les archives. Pour expliquer la tolérance sociale des acteurs du passé à l'égard de la discrimination de ces enfants, certains travaux historiques récents suggèrent que la constitution même des dossiers d'enfants placés participait d'une certaine légitimation des mesures prises. Cette hypothèse se réfère aux analyses du sociologue allemand MAX WEBER sur la bureaucratie. Avec l'avènement de la modernité, l'exercice de l'autorité – et par conséquent sa légitimation – reposent principalement sur les arguments de la compétence et de la recherche d'efficacité, matérialisés sous la forme d'une nouvelle organisation, la bureaucratie<sup>14</sup>. L'action bureaucratique non seulement produit de l'ordre, mais donne l'impression que tout est en ordre, sous contrôle, exécuté selon les règles, jusqu'à produire une « légitimation par le processus ». Dans le cas des placements d'enfants, ceux-ci apparaissaient d'autant plus légitimes qu'ils se déroulaient selon des procédures organisées, avec des formulaires précis, des règlements détaillés, des dossiers bien constitués, etc. « Les dossiers produisent eux-mêmes, par leur processus de création, le soutien social pour les mesures qu'ils favorisent ou documentent », écrit l'historien JAKOB TANNER<sup>15</sup>.

<sup>14</sup> WEBER, MAX (1971), *Economie et société*, tome 1, Paris : Plon.

<sup>15</sup> TANNER, JAKOB (2008), « Acteurs, dossiers, archives », in Claudia Kaufmann, Walter Leimgruber (dir.), *Ce que les dossiers peuvent provoquer. Processus d'intégration et d'exclusion d'un acte administratif*, Programme national de



Ces dossiers opèrent un effet de légitimation non seulement au moment de leur création, mais tout au long du parcours de vie de la personne concernée. Lorsqu'un dossier est constitué, les fonctionnaires en charge y incluent des informations – pas toujours correctes – ainsi que des remarques très influencées par les visions de l'époque – des jugements sur la famille, son mode de vie, sur l'enfant, son caractère, etc. Lorsque de tels dossiers passent d'une administration à l'autre, cela contribue à perpétuer l'idée des prétendues déficiences des individus concernés et de leurs proches, et à orienter les décisions ultérieures à leur égard. Ainsi, les stigmatisations attribuées à certains groupes se trouvent cumulées et généralisées.

Une telle réflexion a finalement convaincu les historiens – et les archivistes – d'entrer en matière sur une revendication, à première vue irrecevable, des personnes concernées : elles voulaient « corriger leurs dossiers ». Pour les professionnels des archives, il était évidemment impensable d'intervenir sur des documents ! Finalement une solution a émergé, qui s'avère intéressante dans une réflexion sur la mémoire. Les personnes concernées ont eu la possibilité de rédiger sur une feuille annexe, qui sera conservée avec leur dossier, leurs remarques et corrections, ainsi que leurs réflexions à la lecture des documents. Une manière pour elles de mettre fin à ce cumul des stigmatisations et à se réapproprier leur histoire.

## II. LES BESOINS DE LA RECHERCHE ET LES DEMANDES ADRESSÉES AUX ARCHIVISTES

Pour les ex-enfants placés, l'accès aux dossiers constitués sur eux-mêmes et leur famille constitue une revendication quasi existentielle. Ces personnes ont tout simplement besoin de savoir pourquoi elles ont été placées, de mieux connaître leur situation familiale sur laquelle pesaient des tabous et des silences, de saisir enfin la logique de certaines décisions au vu du contenu des dossiers et des informations – parfois erronées – qui y figurent. Bref, elles ont besoin de comprendre les raisons de leurs souffrances.

---

recherche « Intégration et exclusion » du Fonds national suisse de la recherche scientifique, Zurich : Seismo, p. 166.

Pour en rester à un point de vue plus technique, les demandes des personnes concernées aux archivistes se révèlent très spécifiques. Elles arrivent aux archives avec un nom, une date de naissance, afin de retrouver les traces d'un individu particulier. Les archivistes entreprennent une enquête « policière », à la recherche d'indices pour reconstituer des morceaux de biographie. Les problèmes rencontrés sont de l'ordre de l'établissement des faits : dossier inexistant ou lacunaire, incertitude sur l'identification, nécessité de recouper différents fonds pour reconstituer les processus de décision et le parcours individuel.

Plutôt que d'établir des « faits », les historiens cherchent à résoudre des problèmes, en fonction du débat de la communauté scientifique. Plutôt qu'à des destins particuliers, ils s'intéressent à des processus. Leurs questions ne sont pas seulement factuelles – qui, quoi, quand ? – elles relèvent davantage du pourquoi et du comment ? Pourquoi les placements sont-ils ordonnés pour telle ou telle catégorie ? Comment cette catégorie est-elle construite ? Comment se déroule le processus du placement, peut-on schématiser un processus de base et des variations ? A l'intérieur de ces contraintes, quel est l'espace d'autonomie des personnes et des familles concernées ? Comment et pourquoi le système évolue-t-il ou peine-t-il à se réformer ?

Pour répondre à ces questions, il est évident qu'un cas particulier ne suffit pas. Les historiens ont besoin de séries de cas, composées selon des critères d'homogénéité et de comparabilité. On comprend bien dès lors que l'identité des individus n'intéresse pas les chercheurs, et que l'introduction d'un nom dans une base de données provisoire ne répond qu'au seul souci de s'assurer que les relevés issus de divers fonds ou dossiers concernent bien la même personne ; une fois cette certitude établie avec le plus de précision possible, le nom peut tout à fait disparaître au profit d'un simple numéro d'identification.

### A. Analyser une série de dossiers d'enfants placés : intérêts et limites

L'analyse d'une série, sur la base de certains indicateurs, permet alors d'inférer des processus plus généraux. Parmi les sous-questions de recherche du projet Sinergia déjà évoqué, figure la composition de la population enfantine concernée par le placement, ses modifications dans le temps et l'espace. Une série de dossiers d'enfants placés dans



une époque et un lieu donnés, nous permet ainsi d'établir la distribution de ces enfants selon l'âge, le sexe, l'origine sociale et géographique, les causes du placement, etc. Ce type de dépouillement des dossiers permet de mettre en évidence les catégories d'enfants ou de familles censées « poser problème » aux yeux des autorités. Il nous renseigne aussi, de manière indirecte, sur les catégories sociales en situation de fragilité dans l'époque et l'espace considérés ; non seulement parce celles-ci attirent l'attention des autorités, mais aussi parce que ces groupes, dans leurs stratégies de survie et d'adaptation, peuvent considérer le placement d'un enfant comme une solution provisoire. Les recherches historiques ont récemment insisté sur la nécessité de considérer les catégories sociales précarisées non seulement comme des victimes passives des mesures de coercition, mais aussi comme des acteurs historiques, capables d'utiliser les structures existantes pour résoudre leurs problèmes. Toutefois, cet espace d'autonomie se révèle après coup bien plus restreint que prévu, lorsque des parents souhaitent reprendre leur enfant et se heurtent à la bureaucratie.

Pour en revenir à l'intérêt scientifique de la série, un simple indicateur comme l'âge au placement permet d'explorer diverses hypothèses de travail. Si la majorité des enfants placés sont en bas âge, on peut supposer que le placement est une réponse à des problèmes de pauvreté et de familles nombreuses. S'agit-il plutôt d'adolescents, c'est l'indice d'une marginalisation d'une certaine fraction de la jeunesse, ou plus simplement d'une sensibilité nouvelle à cet âge particulier et aux problèmes éducatifs qu'il entraîne. L'âge dominant nous permet aussi de tester des hypothèses sur le type de mesures adoptées ; ainsi, le relèvement de l'âge des enfants placés pourrait signifier le recul du placement familial au profit du placement en institutions, plus adaptées à recevoir des adolescents.

Les dossiers fournissent des indicateurs simples, selon des catégories qu'on pourrait qualifier de « naturelles », comme l'âge et le sexe. Mais d'autres catégories sont plus complexes, et relèvent d'un processus de classification, de triage, de mise sous rubriques. Dans les dossiers d'enfants placés, il n'est pas toujours évident de comprendre ce que recouvre les catégories d'enfant dit « difficile », « incorrigible », « débile », « en danger », etc. Les archivistes, avec leur connaissance des dossiers peuvent nous aider à décrypter ces termes, pour éviter que nous fassions des amalgames simplistes, et

surtout pour repérer les changements révélateurs de vocabulaire et de catégorisation.

Cette analyse des séries n'est pas toutefois pas exempte de pièges. Dans la réalité des archives, il n'existe souvent pas de série idéale. Soit elles sont lacunaires, soit de courte durée, soit encore les dossiers sont trop hétérogènes pour permettre de retrouver des données similaires et de formaliser une série d'indicateurs, en réponse à nos questions de recherche.

Le problème n'est pas seulement dans l'absence de données permettant d'élaborer une série, mais aussi dans les séries incomplètes, où l'on est tenté de tirer des conclusions hâtives, piégé par l'illusion chronologique. FRANÇOIS FURET donne l'exemple des révoltes populaires dans la France du début du 17<sup>e</sup>. En raison d'une abondance de sources administratives sur le sujet, cette période est la mieux connue pour l'histoire des soulèvements populaires de l'Ancien régime, et les sources laissent pressentir une concentration des révoltes. Mais pour être certain que cette concentration est réelle, il faudrait disposer d'une série plus longue, en amont et en aval, pour la mettre en évidence. Or, cette série ne peut être constituée. Donc, le pic de révolte au début du 17<sup>e</sup> n'est peut-être que le résultat du hasard de la conservation des archives, ou encore de l'intensité de la répression<sup>16</sup>. Car comme l'a montré CHARLES TILLY, toute révolte qui échappe à la répression risque bien d'échapper à l'histoire – car les classes populaires laissent peu de traces documentaires. On pourrait élargir ce constat aux résistances et oppositions des individus et des familles aux différentes mesures de coercition à des fins d'assistance.

Sur la question des placements d'enfants, bien des illusions chronologiques nous guettent. Ainsi, on peut se demander si les modifications la composition de la population placée reflètent les changements des politiques ou des besoins sociaux, ou alors simplement les aléas de la conservation. C'est ici que les archivistes sont de précieux conseillers, qui nous aident connaître les raisons de ces lacunes, pour repérer les biais éventuels et nous indiquer des moyens de les corriger par le croisement à avec d'autres séries.

<sup>16</sup> FURET, FRANÇOIS (1971), « Histoire quantitative et construction du fait historique », *Annales, Economies, Sociétés, Civilisation*, 26-1, 1971, pp. 63-75.



## B. De la série aux destins individuels

Ce type d'analyse historique comporte également un biais méthodologique d'un autre ordre. Celui de réduire les personnes concernées à un chiffre dans une statistique, une case dans un tableau, et à les faire finalement disparaître en tant qu'acteurs et actrices de leur histoire. Certes, l'analyse des politiques de placement vue d'en haut est nécessaire, tout comme l'analyse structurelle de la population d'enfants placés. Mais ces deux approches, relevant de l'histoire institutionnelle et de l'histoire macro-sociale, doivent être complétées par des études de cas. Une série d'études de cas bien choisie, proposant des variations des situations familiales supposées significatives, permet d'enrichir la compréhension des processus généraux. Les archivistes peuvent ici orienter les historiens sur des dossiers particulièrement riches, où l'histoire du cas est bien documentée. Ce qui impose d'autant plus aux historiens de respecter les règles de confidentialité et d'anonymisation des données personnelles.

Ces études de cas ne sont pas destinées à servir de simple « illustration », mais à enrichir notre compréhension des placements en multipliant les perspectives. Le contenu des dossiers reflète le regard des différents intervenants sur les enfants et familles « à problème » (autorités de placement, experts divers, assistants sociaux, avocats, etc.), le rôle concret qu'ils jouent à différentes étapes du placement, les difficultés de la prise en charge au quotidien. Mais surtout, il arrive que ces dossiers permettent de saisir la perspective des familles elles-mêmes, soit à travers leurs réactions rapportées par les intervenants, soit à travers des documents (lettres) produits par les familles elles-mêmes, voire les enfants et adolescents. Cette perspective est très importante, afin de saisir comment ces personnes ont composé avec les contraintes institutionnelles pour se réserver des espaces d'autonomie et d'écart<sup>17</sup>, afin de repérer quelles étaient les ressources des familles, voire les recours possibles. Car l'histoire des placements d'enfants se construit également avec les réactions des familles, leurs oppositions ou résistances, tout comme leurs sollicitations ou coopération.

<sup>17</sup> SCHWARTZ, OLIVIER (1990), « Le baroque des biographies », in *Cahiers de philosophie*, n° 10.

## C. Les formes de transmission des documents

Connaître les conditions de production, de transmission et de conservation des documents est désormais un souci partagé entre archivistes et historiens. Savoir pourquoi telle série comporte des lacunes, pourquoi elle a été interrompue, etc. n'est pas seulement utile dans une perspective de critique historique (mieux connaître les biais éventuels). L'existence aléatoire de ce matériau historique, des hasards de sa conservation, de sa destruction partielle ou de sa disparition totale fait partie intégrante de la recherche ; cet état des sources fait aussi office de révélateur sur les politiques publiques d'un moment. Certes, chaque fonds, chaque dépôt d'archives a son histoire particulière, mais il existe néanmoins quelques tendances communes, qui nous aident à reconstituer les sensibilités autour de ces questions de placement.

Dans le cadre du projet Sinergia, les contacts entre chercheurs ainsi qu'avec d'autres chercheurs à l'étranger, ont permis de mettre à jour d'intéressantes convergences dans l'état de conservation des dossiers. Il apparaît ainsi que la période des années 1970 est particulièrement marquée par des lacunes et des destructions. L'historien néerlandais JEROEN DEKKER, lors d'un colloque du projet, avançait l'hypothèse suivante : avant les années 1970, les responsables d'institutions avaient une vision positive de leur travail, ils étaient de ce fait davantage soucieux d'en conserver les traces. Dès la fin des années 1960 en revanche, avec la montée de la contestation contre les institutions d'enfermement, les dispositifs disciplinaires, ces responsables ont commencé à douter de leur pratique, et donc peut-être à estimer qu'il n'était plus nécessaire de conserver ce qui allait forcément changer. Au même instant, le domaine du placement était bouleversé par de nouveaux règlements, une nouvelle génération de responsables et, au milieu de toutes ces perturbations, la conservation des archives n'était plus une priorité. D'autant plus que ces changements allaient souvent de pair avec des déménagements ou des réorganisations au sein des mêmes locaux, avec la nécessité de « faire de la place ».

Par ailleurs, le fait que certains dossiers aient été détruits ne signifie pas forcément l'intention de dissimuler certaines pratiques. Dans l'esprit des années 1970, la destruction des dossiers était également comprise comme une protection des personnes contre des utilisations inopportunes de ceux-ci par les autorités, par des



employeurs, etc. Il s'agissait d'éviter que ces dossiers ne pèsent sur l'avenir des personnes et sur leurs parcours de vie. N'oublions pas qu'à l'époque des militants s'engageaient pour obtenir la destruction de fichiers existant dans certains cantons, à l'instar du fichier « bonnes vies et mœurs » à Genève, qui répertoriait les prostituées, ex-prostituées, ainsi que les hommes soupçonnés d'homosexualité. Quelque vingt ans plus tard, le scandale de l'affaire des fiches (1989) se chargeait de démontrer que cette méfiance contre « l'Etat fouineur » n'était pas dénuée de fondement.

\*\*\*

Les dossiers d'enfants placés focalisent actuellement l'attention de plusieurs acteurs : personnes concernées à la recherche de leur histoire, historiens en quête de données pour répondre à leurs questionnements, archivistes confrontés à des problèmes d'inventaire, de tri, de conservation totale ou partielle qu'il s'agit de motiver, et enfin les préposés à la protection des données, attentifs au respect de la sphère privée. La collaboration entre ces différents acteurs, la compréhension des besoins respectifs des uns et des autres, s'avère essentielle pour faire avancer la connaissance et la reconnaissance de ce chapitre difficile de notre histoire sociale.